



Courrier argumentaire - 10 décembre 2019

Cité éducative de Chenôte

PRESENTATION :

1. Contexte - Enjeux - Priorités:

Contexte:

La ville de Chenôte s'engage fortement pour les jeunes et les enfants (4640 jeunes de 0 à 25 ans). Elle mène une politique ambitieuse en matière d'éducation avec un volontarisme constant du maire et de l'équipe municipale qui se traduit par plus d'un tiers du budget de la commune consacré au champ de l'éducation.

La cité éducative va permettre d'impulser de nouvelles actions en s'inscrivant dans la continuité et la complémentarité de dispositifs existants, en pleine cohérence avec les besoins et les spécificités du territoire : Projet Educatif de Territoire, les « Z'ateliers du mercredi », le Programme de Réussite Educative (PRE), le dédoublement des classes en Rep +, «Les midis, on lit» avec la signature d'un Contrat Territoire Lecture, le vaste plan d'équipements numériques des écoles associé à une recherche scientifique inédite en France, l'accompagnement à la parentalité, école ouverte, OEPRE, parcours d'excellence et cordées de la réussite, IEJ, stratégie pauvreté.

La dynamique positive du réseau d'éducation prioritaire renforcé (REP+) est à souligner pour tous les établissements scolaires concernés, avec une stabilité des acteurs, des actions de liaisons et des formations qui entretiennent des habitudes de travail avec les partenaires extérieurs. Cette dynamique essaimera aisément sur toutes les écoles du territoire.

La cité éducative prendra ainsi tout son sens en permettant d'imbriquer les différentes politiques publiques, décloisonner les dispositifs, créer des synergies d'acteurs et mettre en cohérence les parcours dans une approche globale.

Définition des objectifs:

Afin de définir les objectifs de la cité éducative, un diagnostic partagé a permis de croiser, conforter et prendre en compte les finalités du Projet Educatif Global de la commune, élaboré en 2018.

- Favoriser l'émancipation de chaque enfant, adolescent et jeune habitant Chenôte,
- Permettre le développement et la structuration des alliances éducatives,
- Transmettre et faire vivre les valeurs et principes qui constituent le socle de la République

Avec les axes stratégiques du projet du REP+ (2019-2024) adossés à ceux du projet académique :

- Devenir élève et citoyen
- Alliances éducatives
- Bien-être pour tous
- Comprendre / apprendre

Enjeux et axes prioritaires:

La participation active et la collaboration constante des représentants des deux institutions copilotés

(Éducation nationale et Commune avec l'appui de la Préfecture) et la richesse des échanges avec les différents partenaires ont permis de garantir la qualité du travail mené depuis le début du processus de labellisation pour aboutir à la définition des enjeux suivants:

- ⇒ Améliorer la coordination entre les acteurs autour de l'école en développant et structurant une alliance éducative entre l'ensemble des professionnels du territoire.
- ⇒ Transmettre et faire vivre les valeurs et principes qui constituent le socle de la République et qui contribuent à la construction de la vie en collectivité par un engagement citoyen quotidien.
- ⇒ Contribuer à la continuité éducative dès la petite enfance en assurant une cohérence entre les différents temps et étapes de la vie des enfants et des jeunes.
- ⇒ Soutenir les parents dans l'éducation de leurs enfants et permettre leur implication dans le projet éducatif global.
- ⇒ Répondre aux besoins éducatifs, sociaux et culturels des enfants et des jeunes en portant une attention particulière à l'accueil des publics à besoins spécifiques (enfants et jeunes en situation de handicap, de décrochage scolaire, de fragilité sociale,...) et agir avec eux, pour améliorer leur cadre de vie et leur permettre de le comprendre, de se situer et d'agir à différentes échelles : du niveau local au niveau global.

Points de vigilance:

Les violences urbaines sont des sujets préoccupants et déstabilisants car elles ont un impact direct sur le climat scolaire. Dans de telles conditions, l'école devient alors une véritable caisse de résonance des violences du quartier et pose de multiples problématiques de travail pour les équipes éducatives.

Très rapidement, le développement d'une stratégie sur la médiation scolaire et municipale devra être envisagé pour atténuer une part de ces difficultés. Les suites du transfert de compétences entre le Conseil départemental de la Côte d'Or et Dijon Métropole, dont l'arrêté préfectoral a été pris le 25 novembre 2019, permettront également de faire réapparaître les actions de la prévention spécialisée sur les quartiers.

2. La stratégie et l'organisation de la Cité éducative :

Confirmation d'un **pilotage resserré et pleinement opérationnel**:

- Pour l'éducation nationale: le principal du collège Le Chapitre, ordonnateur du fonds éducatif partenarial, co-pilote la cité éducative avec l'IEN de circonscription pour le 1er degré en appui du coordonnateur du REP+ dont certaines missions ont été élargies.
- Pour la ville de Chenôve: le directeur général des services de la commune avec l'appui de la direction de l'éducation de la ville,
- Pour l'État: le délégué du préfet avec l'appui de la DDCS

Un **comité de pilotage** s'est tenu le 24 octobre 2019 pour faire le lien avec l'ensemble des représentants institutionnels (Préfecture, Rectorat, DSDEN, DDCS, CAF, collectivités...), les coordinateurs des différents dispositifs ou services (contrat de ville, PEdT, PRE, CLAS, CCAS...) et les différents acteurs (parents, associations, conseils citoyens..).

La participation des habitants et l'association des bénéficiaires des dispositifs est déjà opérationnelle sur ce territoire qui a cherché à moderniser la vie démocratique en impliquant tous les quartiers et tous les citoyens (conseil citoyen/QPV, conseils participatifs/quartiers, conseil municipal des enfants, conseil consultatif de la jeunesse). Il en est de même au sein des établissements scolaires (parcours citoyens, instances représentatives des élèves et des parents...) et ce processus d'association et de co-construction est intégré à chaque stade et à chacun des volets de la cité éducative.

A la suite des échanges du comité de pilotage, les axes suivants ont été renforcés :

- la réussite de tous les élèves, l'ambition scolaire et la valorisation des parcours
- l'accompagnement des 16-25 ans
- la cité numérique

Désormais, toutes les thématiques du socle commun sont couvertes et tous les acteurs attendus sont

mobilisés autour de cette cité éducative avec la diminution des écarts de réussite QPV/hors QPV.

Point de vigilance:

Le recrutement d'un personnel dédié en appui technique au principal du collège est attendu conformément à l'esprit du dispositif afin d'assurer le déploiement et le suivi de toutes les actions.

La définition d'une approche systémique et d'un plan d'actions pluriannuel:

Cette cité éducative s'inscrit pleinement dans les enjeux du protocole d'engagements réciproques en couvrant l'ensemble des thématiques prioritaires. Elle s'appuie sur de multiples actions et dispositifs du contrat de ville et de l'Education Nationale (CLAS, PRE, école ouverte, Ateliers Sociaux Linguistiques, OEPRE, Contrat Territoire Lecture, espaces parents, Contrat Local de Santé, prévention du décrochage, ouverture culturelle, chantiers éducatifs, Initiative pour l'Emploi des Jeunes....) et mobilise tous les acteurs attendus. La mise en place de "café-partenaires" va contribuer à une meilleure appropriation du dispositif et aux alliances. En outre, elle intègre différents paramètres comme les questions de sectorisation intégrée au renouvellement urbain.

Le plan d'actions a été arrêté le 22 novembre en comprenant:

- 42 actions présentées, travaillées et validées par l'ensemble des partenaires,
- une articulation améliorée de la coordination des dispositifs existants et une meilleure imbrication entre les mesures nouvelles et les mesures renforcées,
- des actions déjà présentes dans le fond d'amorçage,
- une évaluation à partir d'indicateurs et approfondie avec la recherche universitaire.

Pour le volet financier, ce plan d'actions a été présenté le 5 décembre et salué par l'ensemble des partenaires financiers dont un premier retour est attendu rapidement. Dans un souci d'équité territoriale, une réunion partenariale présidée par le Préfet de Région en lien avec la DRDJSCS, la rectrice d'académie et le recteur de la région académique est envisagée. Les conclusions qui en seront tirées seront portées à votre connaissance dans les meilleurs délais.

D'ores et déjà, ce plan fait état d'une ingénierie financière maîtrisée dans les coûts et l'évaluation des montants d'actions dont seuls, les restes à charge figurent. La part consacrée aux fonctions support (inférieure à 300.000€ pour 2020-2022) et la part importante d'actions dès le fonds d'amorçage en sont l'illustration.

A la marge, il reste encore quelques détails de ce plan à finaliser comme la volonté de la municipalité de répondre, début 2020, à l'appel à manifestation d'intérêt pour les fabriques de territoire afin d'y développer un tiers lieu éducatif.

Point de vigilance:

La participation financière des partenaires est désormais attendue au travers d'engagements formalisant la mobilisation du droit commun, action par action. A son niveau, le Conseil Régional étudie attentivement les plans d'actions afin d'avoir un positionnement homogène pour l'ensemble des cités éducatives labellisées de la région. Par ailleurs, certaines actions nécessitent une réflexion plus approfondie pour s'inscrire dans ce cadre pluriannuel. C'est le cas notamment du repérage et de l'accompagnement des jeunes NEET, les chantiers éducatifs et le chantier école (IEJ).

Enfin, une attention particulière sera portée à la multiplication des coordinateurs et au lien à faire entre les dispositifs.

3. Conclusions et leviers de transformation

La cité éducative va favoriser les synergies au profit de l'ensemble du territoire de la ville et permettre une meilleure coordination des acteurs avec cette gouvernance partagée. Le plan d'actions couvre bien les 3 axes des cités éducatives, toutes les tranches d'âge de la petite-enfance aux jeunes adultes en favorisant l'ambition, la valorisation des parcours d'insertion socioprofessionnelle autant que la prise en compte des parcours et problématiques spécifiques.

L'implication des acteurs de l'insertion est forte mais l'engagement et la mobilisation des entreprises du territoire est à conforter.

Un soutien financier conforme aux attentes de ce territoire et à l'implication déjà réalisée par la collectivité est souhaité.

La Directrice Académique des Services
Départementaux de l'Education Nationale



Pascale COQ

Le Préfet du Département de la Côte-d'Or



Bernard SCHMELTZ